

## Le Canada : de colonie à métropole

*Comment le Canada est-il devenu une puissance minière?*

Par : Sean Phipps (MICLA<sup>1</sup>), 2014

Traduction : Catherine Laliberté

Comme Alain Deneault et William Sacher le soutiennent dans leur livre *Paradis sous terre*, l'industrie minière canadienne n'a cessé de se développer depuis sa naissance sous le régime colonial anglais, dont l'héritage se manifeste encore aujourd'hui dans son rapport avec le Tiers Monde.

Au 19<sup>e</sup> siècle, le Canada était à la fois une colonie et un pays colonisateur. À cette époque, il était encore sous le joug politique de l'Angleterre, mais devenait peu à peu dominé par les États-Unis sur le plan économique. Au fil du temps, les États-Unis ont de plus en plus investi de capital dans le secteur minier canadien, tout particulièrement pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale, afin de se doter de réserves minières stratégiques. Cet argent a majoritairement été investi à la bourse de Toronto, fondée en 1861. Déjà au 19<sup>e</sup> siècle, la Bourse avait la réputation d'encourager les spéculations audacieuses et de pouvoir créer ou engloutir des fortunes en une seule soirée. Autrement dit, acheter des actions à la Bourse revenait à parier lors d'une course de chevaux, à l'exception près que peu importe le cheval gagnant, c'était l'ensemble du Canada qui tirait profit de l'expansion de l'industrie minière. C'est également à ce moment que les tout premiers codes miniers ont été élaborés, la plupart étant fondés sur un système de libre entrée et un laissez-faire qui s'observent encore de nos jours et que le Canada a tenté d'exporter dans le monde entier.

Bien que le Canada ait été en partie colonisé par le capital étatsunien, il a entrepris son propre projet colonial : la destruction des cultures autochtones, l'intégration des Autochtones au marché du travail et l'expropriation des terres autochtones. En adoptant la Loi sur les Indiens et en créant des réserves, le gouvernement canadien cherchait à isoler les communautés autochtones et à les détacher de la terre afin d'ouvrir celle-ci à une plus grande exploitation des ressources. Ainsi, la plupart des mines canadiennes se trouvent au nord du pays, dans le Bouclier canadien ou les Rocheuses, sur des terres volées ou non cédées par les Premières nations. À mesure que surgissent des conflits comme celui ayant opposé la Première nation KI à la société Plantinex, les sociétés minières canadiennes continuent d'exploiter les communautés autochtones au vu et au su de l'État.

L'industrie minière canadienne n'a cessé de se développer au cours du 20<sup>e</sup> siècle, mais a connu son plein essor dans les années 1980, époque où le prix des marchandises était bas et les dépenses d'exploitation, élevées, ce qui l'a incitée à se tourner vers des occasions d'expansion à l'étranger. Dans le sud en général et plus particulièrement en Amérique latine, les gouvernements néolibéraux ont déréglementé l'industrie minière, privatisant ainsi des entreprises d'État et supprimant les lois qui empêchaient les sociétés étrangères de s'approprier les ressources naturelles. Ces marchés sont donc devenus très intéressants pour l'industrie minière canadienne, qui a commencé à explorer le territoire dans les années 1990. Le crédit d'impôt pour l'exploration minière, établi en 1988 par le

---

<sup>1</sup>McGill Research Group Investigating Canadian Mining in Latin America [En ligne] [micla.ca](http://micla.ca)

gouvernement canadien, a lui aussi encouragé l'exploration à l'échelle nationale et à l'étranger, ce qui a permis au Canada d'attirer à la fois les multinationales et les jeunes sociétés d'exploration.

Jusqu'aux années 2000, la présence de l'industrie minière canadienne en Amérique latine s'est beaucoup intensifiée, alimentant les conflits sociaux dans la région à mesure que les communautés rejetaient l'expansion minière après que l'eau ait été contaminée et que la population n'ait pas été suffisamment consultée. Et malgré les nombreux activistes au nord comme au sud qui militent pour dénoncer les pratiques de l'industrie, celles-ci continuent d'être cautionnées par le gouvernement canadien, tout particulièrement sous Stephen Harper. Ce gouvernement a rejeté de timides réformes telles que l'Initiative Halifax, la Loi C-300 et l'intégration des intérêts miniers dans les politiques canadiennes de développement à l'étranger. De plus en plus, les gouvernements et les sociétés adoptent une rhétorique de responsabilité sociale d'entreprise pour justifier leurs actes et présenter l'industrie minière comme une forme de développement économique, tout en continuant de dénoncer ceux qui remettent en question les pratiques d'exploitation. Peu à peu, le Canada est devenu un pays façonné et gouverné par les intérêts de l'industrie minière.

*En quoi l'industrie minière a-t-elle nui au développement de l'Amérique latine?*

L'exploitation minière en Amérique latine a débuté avant la Conquête, alors que les Autochtones de la Méso-Amérique et des Andes recherchaient les métaux précieux à des fins religieuses et artistiques. L'exploitation commerciale est seulement apparue après l'arrivée des Espagnols en 1492, époque où l'extraction de l'or et de l'argent est devenue à la fois un moteur de conquête et une source de richesse pour le régime capitaliste européen.

Les centres miniers tels que Potosí, et plus tard les mines d'argent de Mexico, constituaient la pierre angulaire du projet impérial espagnol. À Potosí, l'extraction était au départ effectuée par des travailleurs autochtones à l'aide de méthodes traditionnelles, mais la raréfaction des réserves d'or a rapidement exigé des technologies plus poussées et davantage de main-d'oeuvre, ce qui a mené à l'utilisation du mercure et à la création de la *mita*, une forme de travail forcé. Ce faisant, l'industrie minière a accru sa productivité en détruisant la société andine, un comportement qui pour certains se résume à un génocide.

À cette époque, le minerai extrait était généralement exporté, privant ainsi les communautés de richesses durables tout en freinant le développement d'autres industries, une tendance qui s'observe encore aujourd'hui dans de nombreux pays d'Amérique latine. Quand les réserves d'or s'épuisaient ou que la surproduction faisait chuter les profits, les sociétés minières ne cessaient de fermer des mines pour en ouvrir de nouvelles, repoussant continuellement les frontières dans un cycle d'emballement-effondrement. De Potosí à Ouro Preto au Brésil, l'Amérique latine recèle de villes minières autrefois prospères qui peinent à fonctionner depuis que la bulle a éclaté.

Après l'indépendance, la production minière a diminué jusque dans les années 1860, alors que l'augmentation de la demande mondiale en métaux de base et l'ouverture des économies en Amérique latine après le triomphe des gouvernements libéraux ont entraîné une résurgence de l'activité minière. Les nouvelles technologies industrielles, financées par des capitaux étrangers, ainsi que l'utilisation des hydrocarbures comme énergies peu coûteuses, ont permis d'exploiter des gisements d'or à teneur plus faible. Cela a mené à la

création d'une classe de travailleurs salariés à temps plein remplaçant les travailleurs enrôlés de force ou temporaires qui peuplaient auparavant les mines. Au fil du temps, grand nombre de ces travailleurs ont développé une grande conscience de classe et se sont battus pour obtenir un plus grand contrôle sur leur environnement de travail, efforts qui ont parfois mené à la nationalisation d'entreprises dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, ces gains n'ont pas fait long feu. La chute du prix des marchandises ayant entraîné une diminution de la production dans les années 1970, ainsi que les crises économiques des années 1980 et l'arrivée des gouvernements néo-libéraux sur le continent, ont contribué à ouvrir le secteur minier aux sociétés étrangères. Au cours des années 1990 et de plus en plus vers le milieu des années 2000, avec la hausse du prix des marchandises à l'échelle mondiale, les sociétés minières multinationales, comptant de nombreuses sociétés canadiennes, ont exercé un contrôle grandissant sur la région. Ces entreprises ont amené de nouvelles techniques de production, notamment dans des mines à ciel ouvert. Ce type de mine exige moins de main-d'oeuvre, mais beaucoup plus d'énergie, de territoire, de capital et d'eau. Au lieu de toucher les conditions de travail, les conflits miniers prennent de plus en plus une dimension environnementale, puisque ces méga mines épuisent les ressources locales et détruisent de nombreux écosystèmes. Les mouvements antimines ont commencé à émerger partout sur le continent, et le Canada est pointé du doigt en tant que puissance impériale montante dans la région.